



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

399/jpr/jlb

Arrêté du 21 juin 2024 portant mise en demeure à la société DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Altkirch

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 2009-316-4 du 12 novembre 2009 portant autorisation d'exploiter (codificatif) l'ensemble des activités à la Société DAIICHI SANKYO à Altkirch au titre du Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement ;
- VU** le rapport de la visite de contrôle du 27 mars 2024 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** la transmission par courriel en date du 24 mai 2024 du rapport d'inspection à l'exploitant;

Considérant que lors de l'inspection du 13 mars 2024 et de l'examen des documents associés, l'inspection a pu constater :

- En non conformité avec l'Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.2.2, l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux à jour ;
- En non conformité avec Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.4, concernant la maintenance des dispositifs de traitement de l'eau, les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées ne sont pas portés rigoureusement sur le registre, et les incidents de fonctionnement ne sont pas portés rigoureusement sur le registre spécial.

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente*

met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé à ALTKIRCH, 68130, 39 rue du 3e Zouaves, est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.2.2:

« Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et dates. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées:

[...]

-les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). »

Article 3

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.3.4 :

« Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. »

Article 4

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 21 juin 2024

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général par interim

SIGNÉ

Alain CHARRIER